

QUAND NÉGOCIER L'OUVERTURE DU TERRAIN C'EST DÉJÀ ENQUÊTER. OBTENIR LA PASSATION DE QUESTIONNAIRES AUX CONGRESSISTES DE PARTIS MAROCAINS

Mounia BENNANI-CHRAÏBI

J'ai lancé en juin 2008 une étude comparative sur les congressistes de huit partis politiques au Maroc¹. Je voudrais analyser ici les conditions de l'enquête et montrer comment les négociations de l'accès au terrain fraient le chemin à une observation ethnographique, en amont de l'enquête par questionnaire.

Alliés sous le Protectorat (1912-1956), monarchie et Mouvement national entrent en concurrence à l'indépendance. Le pluripartisme est dès lors conçu comme une des stratégies de survie déployées par la royauté face à l'hégémonie des élites nationalistes urbaines, et les notables ruraux sont érigés en « défenseurs du trône »². Cette genèse ouvre la voie à la prolifération assistée de partis politiques, surnommés « partis administratifs ». À partir de 1975, l'affaire du Sahara permet à la monarchie d'amorcer la stabilisation du régime et de délimiter les règles du jeu politique officiel, autour de la reconnaissance de l'hégémonie du roi, de la marocanité du Sahara et de l'islam, domaine réservé du commandeur des croyants. Une inflexion fon-

1. Cette enquête sur les congressistes m'a été inspirée suite à une rencontre au GERMM (mai 2008) avec Florence Johsua qui prépare sa thèse sur les congressistes de la LCR, voir : JOHSUA F., « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », in HAEGEL F., (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007. D'autres auteurs enquêtent pendant les congrès des partis politiques, voir pour des exemples français récents, le numéro de la *Revue Française de Science Politique*, « Militants des partis de droite », vol. 59, n°1, 2009 et BARGEL L., *Jeunes socialistes/jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz, 2009. Je suis particulièrement redevable aux travaux d'Olivier Filleule (voir entre autres : FILLIEULE O., BLANCHARD P., « Du récit biographique aux parcours de vie. Proposition pour une articulation du singulier à la biographie collective », Table ronde n°1 « Réflexions sur les méthodes en science politique des deux côtés de l'Atlantique », Toulouse, Congrès AFSP, 2007). Je remercie par ailleurs les éditrices du numéro, Martina Avanza, Philippe Blanchard et Dina El Khawaga pour leur lecture d'une première version de ce texte, qui a fait l'objet d'échanges stimulants.

2. LEVEAU R., *Le fellah marocain défenseur du trône*, Paris, Presses de la FNSP, 1985.

damentale se produit à la suite de la nouvelle « alliance » entre monarchie et héritiers du Mouvement national. La fin du règne de Hassan II est imminente (1999) et l'affirmation d'une contre-élite urbaine à référent islamique de plus en plus grande. La libéralisation politique relative que le royaume connaît à partir de 1998 et la loi sur les partis politiques du 14 février 2006 qui prive du soutien financier de l'État tout parti qui ne réunit pas son congrès durant cinq années consécutives amènent une profusion de congrès³. Cette situation constitue une opportunité sans précédent pour mener une recherche comparative sur les parcours militants partisans : il est devenu envisageable d'expérimenter un protocole d'enquête à grande échelle par questionnaire standardisé, en parallèle à une démarche reposant sur l'observation et les entretiens compréhensifs. En effet, il faut un véritable desserrement de l'étau de la répression et un climat de confiance suffisant pour diffuser des questionnaires portant sur cet objet.

Un congrès national constitue un événement fondamental dans la vie d'un parti politique. Des délégués en provenance de l'ensemble du territoire se rassemblent dans le même lieu, pendant au moins quarante-huit heures, notamment dans le but d'élire les instances dirigeantes, de se prononcer sur les rapports moraux et financiers de l'équipe sortante, et plus globalement pour discuter de questions politiques de fond. Cette quasi unité du temps, de l'espace et de l'action fait donc du congrès, une pièce classique, un moment idéal pour enquêter. Si l'observation est en soi digne d'intérêt, une telle organisation offre également la possibilité d'accéder simultanément à un nombre non négligeable de militants (entre 300 et 5 000 congressistes selon la taille et la fortune du parti).

La sélection des partis s'est fondée, d'une part, sur des critères historiques et idéologiques, d'autre part, sur les dynamiques de crise, de fragmentation ou d'unification que connaissent des formations sur une scène partisane en recomposition. J'ai voulu prendre en compte aussi bien des organisations anciennes que récentes ; avec un grand ou un petit nombre de militants ; à référent islamiste, Parti de la justice et du développement (PJD), de la gauche gouvernementale, Union socialiste des forces populaires (USFP), Parti du progrès et du socialisme (PPS), de la gauche non gouvernementale, Parti socialiste unifié (PSU), d'extrême gauche, Annahj addimocrati, nationaliste, Istiqlal, berbériste et rural, Mouvement populaire (MP) et « néo administratif », Parti authenticité et modernité (PAM). Tous les partis n'ayant pas tenu leur congrès national entre 2008 et 2010, la dimension conjoncturelle a imposé vigilance et réactivité⁴.

3. Un soutien financier annuel est accordé par l'État aux partis qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés à l'occasion des élections législatives. Il est calculé sur la base du nombre de sièges et de voix obtenus (Article 29, Loi du 14 février 2006).

4. L'enquête a démarré avant l'obtention des subsides accordés par l'Université de Lausanne, puis par le Fonds national de la recherche suisse (FNRS).

Partis politiques étudiés

| Partis politiques | Création | Positionnement | Adhérents | Sièges Chambre des représentants 2007 | Congrès |
|---|----------------|---|-------------------|---|---|
| Partis politiques issus du Mouvement national, au gouvernement depuis 1998 | | | | | |
| Parti Istiqlal (PI) | 1944 | Nationaliste | 260 000 à 350 000 | 46 | 15 ^e congrès 9-11/01/2009 |
| Union socialiste des forces populaires (USFP) | 1959 (1975) | Issu d'une scission avec l'Istiqlal. De l'« option révolutionnaire » à la sociale démocratie. | 60 000 | 33 | 8 ^e congrès 13-15/06/2008 |
| Parti du progrès et du socialisme (PPS) | 1974 | Héritier du Parti communiste marocain (1943) | 40 000 | 14 | 8 ^e congrès 28-30/05/2010 |
| Parti au gouvernement entre 2002 et 2007 et depuis 2009 | | | | | |
| Mouvement populaire (MP) | 1957 (1959) | Filiation avec la résistance. Ancrage rural et berbère. | ? | 36 | 11 ^e congrès 11-12/06/2010 |
| Partis d'opposition | | | | | |
| Parti justice et développement (PJD) | 1998 | Référent islamiste | 15 000 à 16 000 | 40 | 6 ^e congrès 19-20/07/2008 |
| Annahj addimocrati | 2004 | Filiation marxiste-léniniste (années 1970) | 1 000 | Boycott | 2 ^e congrès 18-20/07/2009 |
| Parti socialiste unifié (PSU) | 2005 | Gauche non gouvernementale | 4 500 | 4 | 2 ^e congrès reporté en 2011 |
| Parti authenticité et modernité (PAM) | 2008 | Parti « néo administratif » ? | ? | 3 (sans appartenance partisane) 55 : 2010 | 1 ^{er} congrès 20-22/02/2009 |

Tableau réalisé par l'auteur

À ce jour, 10 039 questionnaires ont été distribués et 3 012 collectés, soit un taux de retour global de 30 %. C'est dire à quel point les portes se sont ouvertes. Pourtant l'une d'entre elles est restée hermétiquement fermée. *In extremis*, le président de la commission préparatoire du congrès constitutif du PAM a refusé la réalisation de l'enquête, alors même que le secrétaire général du parti avait donné son accord de principe. Même ma présence a été jugée indésirable. Pour pénétrer l'enceinte du congrès, j'ai dû me faire passer pour une journaliste. Alors que je pensais que l'assimilation des chercheurs aux journalistes entraverait cette recherche, j'ai réalisé que, dans ce cas-là, la présence d'une chercheuse paraissait plus menaçante que celle de cent vingt journalistes... Cet événement inattendu conduit à analyser les contextes variables de l'enquête et leur impact sur les choix méthodologiques (I), à revenir sur les modalités de négociation de l'accès au terrain, afin de formuler des hypothèses sur les conditions d'acceptation du protocole (II), et sur les circonstances d'un refus (III). Au final, les transactions pour obtenir les autorisations nécessaires au démarrage de l'enquête « officielle » par questionnaire se sont transformées en séquences d'observation. Par delà « la division du travail dans la production de la recherche scientifique »⁵, la réflexivité inhérente au « raisonnement ethnographique » s'avère heuristique, y compris lorsque l'on recourt aux techniques visant la production d'une base de données⁶. À l'intersection entre « l'univers académique, l'univers de l'enquête et son propre univers social »⁷, le chercheur s'expose tout autant au « jeu de distance et de proximité » avec les plus ou moins « imposants ». Dès lors, le retour sur cette « relation ethnographique », jalonnée de « surprises » et d'« inquiétudes »⁸ informe aussi bien les conditions de production des données que l'objet étudié lui-même.

Des choix méthodologiques au gré des contextes d'enquête

Le recours à une méthode ou à une autre n'est pas lié à une préférence technique ou à une position épistémologique *a priori*. Il découle davantage des contextes de l'enquête et d'un long et patient travail de tissage de réseaux de confiance.

5. BEAUD S., « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, n°35, 1996, p. 229.

6. Sous un autre angle, voir : WEBER F., « L'ethnographie armée par les statistiques », in WEBER F., *Manuel de l'ethnologue*, Paris, PUF, 2009.

7. BEAUD S., WEBER F., « Le raisonnement ethnographique », in PAUGAM S., (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, p. 236.

8. FASSIN D., « Introduction. L'inquiétude ethnographique », in FASSIN D., BENSA A., (dir.), *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2008, p. 9.

Les effets conjugués de la familiarité et de la libéralisation

À la fin des années 1980, mes recherches sur le rapport des jeunes au politique s'étaient ajustées à la peur de mes interlocuteurs. Le plus souvent, j'étais appréhendée en tant qu'étudiante, à mi-chemin entre le Maroc et l'Europe, susceptible d'être une porte-parole ; mais il arrivait que ma démarche soit associée à celle d'un agent du ministère de l'Intérieur. Je privilégiais donc l'observation et des entretiens semi-directifs, uniques, dans des lieux publics, pour sécuriser mes interviewés anonymes et leur assurer que, même si je l'avais souhaité, je n'aurais pu les « retrouver ».

Le vent de libéralisation politique n'a pas manqué de se répercuter sur les conditions d'une enquête de sociologie politique. L'avènement du gouvernement d'« alternance », la succession monarchique et le développement exponentiel du mouvement associatif ont favorisé l'arrivée en masse des bailleurs de fonds, la multiplication d'experts locaux et internationaux. De même, la francophonie des élites marocaines a contribué à réduire le coût de l'enquête, attirant y compris des chercheurs non arabophones. Aussi, dans des cercles associatifs et politiques plus que d'autres⁹, la figure du chercheur – qui se confond plus ou moins avec celle de l'expert – devient-elle relativement familière¹⁰. La tendance est confortée par la presse dite « indépendante »¹¹, qui entretient la notoriété de certains universitaires.

C'est dans ce contexte que je mène des entretiens répétés et des récits de vie auprès d'acteurs, souvent multipositionnés, appartenant à différentes familles politiques, autour de leur parcours militant. La chercheuse que je suis est alors perçue de plusieurs façons : une archiviste pour ceux qui regrettent de ne pas laisser des traces écrites ; un témoin qui ouvre la voie à une sorte de mise en ordre, voire à une catharsis ; un messenger auquel on confie sa propre vision des choses, espérant agir sur la configuration de sa propre image, sur celle du groupe d'appartenance, ou régler ses comptes avec des concurrents.

Des relations de confiance se tissent au fil du temps et au gré de rencontres régulières. Mes interlocuteurs ne se sentent pas trahis lorsqu'ils lisent mes publications, qu'ils trouvent plutôt « objectives ». En outre, je réalise que mes liens familiaux avec un militant des droits humains me situent dans un cercle de reconnaissance : sans être encartée, je suis parfois assimilée à un membre de « la » ou d'une « tribu »¹² (de gauche, des droits humains, ou

9. Pendant les années 1990, la « société civile » est construite comme l'alternative à l'islamisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; ce qui donne lieu à une floraison de travaux sur ces deux thématiques.

10. CHEYNIS E., *L'espace des transformations de l'action associative au Maroc. Réforme de l'action publique, investissements militants et légitimation internationale*, Thèse de doctorat de sciences sociales, Université Paris I, 2008.

11. Son financement ne dépend en principe ni des partis politiques, ni des pouvoirs publics.

12. Selon la formule employée par l'un de mes interlocuteurs.

de l'engagement militant au sens large)¹³. Tandis que l'expérience de l'enquête longitudinale m'amène à construire l'objet dont il est question, cette insertion me fraie la voie pour une enquête systématique par questionnaire à grande échelle, dès que je perçois l'effritement de la culture du secret et l'ouverture d'une fenêtre d'opportunités.

L'enquête par questionnaire : le jeu incertain du dévoilement collectif

Si les acteurs associatifs et politiques excellent habituellement dans l'art de l'interview, le pratiquant régulièrement sur le plan médiatique et occasionnellement dans le cadre d'une recherche académique, ils sont moins confrontés aux enquêtes par questionnaires. Longtemps inédit au Maroc, l'usage d'une telle méthode en science politique commence à se développer¹⁴, tout en demeurant associé aux sondages politiques qui soulèvent régulièrement des controverses. Le premier sondage est secrètement commandé en 1993 par Driss Basri, alors ministre de l'Intérieur de Hassan II. L'intermédiaire avec l'IFOP est Rémy Leveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, qui ne tarde pas à publier dans *Le Monde diplomatique* en septembre 1993 un article commentant ses principaux résultats. À la tête de l'opposition, l'USFP dénonce l'absence de publicisation préalable d'une telle opération, pourtant financée par les deniers publics.

À l'heure de la libéralisation, la pratique du sondage fait son chemin. Une filiale de CSA (puis du groupe LMS Marketing – CSA), institut français d'études de marché et de sondages, s'ouvre au Maroc. Début 2006, l'hebdomadaire *Al-Jarida al-Oukhra* ose publier les résultats d'un sondage de popularité qui place un militant des droits humains en tant qu'« homme de l'année 2005 » devant Mohamed VI. Par la suite, le projet de loi 60-06 vise à rappeler que « Sont interdits les sondages d'opinion dont l'objet porte atteinte à la religion musulmane, à la forme monarchique de l'État, à l'unité nationale ou au respect dû à Sa Majesté le Roi ou aux princes et princesses royaux » (novembre 2006). Mais face au tollé qu'il soulève, il est rapidement enterré. La même année, l'Institut républicain international (IRI), un organisme américain promouvant le développement de la démocratie dans le monde, commande un sondage à LMS-CSA sur les intentions de vote à

13. Dans la convivialité, certains de mes interlocuteurs – aux appartenances politiques diversifiées – ont délimité les frontières de la « tribu » de manière inclusive et situationniste. Cette négociation électorale d'une proximité ou d'une affiliation commune s'avère gérable tant que la transaction est sectorisée. Par contre, pendant mon enquête au Parlement, ce jeu s'est révélé à haut risque lorsque les membres d'un parti ont déclaré à des personnes d'un autre bord politique : « elle est à nous ». À partir de là, je me suis consacrée à la construction d'une appartenance exclusive au « parti de la science ».

14. Sur les parlementaires marocains, une pionnière : PAREJO M.-A., « À la recherche des élites régionales au Maroc », in SEDJARI A., (dir.), *Élites, gouvernance et gestion du changement*, Paris, L'Harmattan-Gret, 2002.

la veille des législatives de 2007. Les résultats créditent le parti islamiste de 47 % d'intentions de vote et suscitent une nouvelle polémique : même les responsables du PJD interviennent pour relativiser l'annonce d'un raz de marée islamiste, qui les fait apparaître comme plus menaçants aux yeux du reste de la société politique instituée. Enfin, en 2009, les hebdomadaires marocains *Tel quel* et *Nichane*, ainsi que le quotidien français *Le Monde* publient un sondage sur le bilan des dix ans de règne de Mohammed VI. En dépit de l'annonce de 91 % d'opinions favorables au roi, la saisie et la destruction des exemplaires des hebdomadaires sont ordonnées au nom de l'inviolabilité de la personne du monarque.

Ce contexte global imprègne ne serait-ce qu'indirectement la perception de l'enquête par questionnaire que j'initie. À cela se greffe une autre difficulté. Habituellement, je sollicite des entretiens en face à face, à partir d'un carnet d'adresses qui s'étoffe au fur et à mesure. En revanche, franchir le seuil du lieu de déroulement du congrès national d'un parti politique nécessite presque toujours la présentation d'un badge, et implique donc de passer par la direction du parti¹⁵. Dès lors, celle-ci s'interroge sur le bien-fondé de la démarche, sur les coûts et les gains qu'elle peut en tirer, sur l'accueil qu'une telle initiative recevra pendant le congrès de la part des délégués, et des « perturbateurs » potentiels. Bien plus, les leaders doivent gérer deux incertitudes : l'une relative à ce que le chercheur fera des données collectées ; l'autre en lien avec l'image du parti qui sera tissée à partir de l'agrégation des réponses apportées par des centaines de congressistes. Que la direction d'un parti autorise la diffusion et la collecte par des chercheurs de questionnaires standardisés pendant un congrès national revient à assumer de lâcher prise, à accepter de jouer le jeu incertain du dévoilement collectif.

Les conditions d'acceptation d'une enquête par questionnaire

Le caractère national d'un congrès, sa visibilité médiatique, son occurrence périodique mais espacée tendent à sa dramatisation. Au fur et à mesure que la date approche, l'énergie et le temps des organisateurs sont dévorés par le travail d'organisation et de gestion des attentes : des régions réclament un nombre supérieur de congressistes, des élections de délégués sont contestées, et jusqu'au dernier moment le nombre exact des participants à nourrir et à loger

15. Sans compter la nécessité d'obtenir des informations précises (nombre de congressistes prévus, date et lieu du congrès, profils des congressistes), pour anticiper les modalités de mise en œuvre de l'enquête, le nombre, l'hexis corporelle des enquêteurs, les niveaux de langue à adopter dans les face à face, les relais sur lesquels s'appuyer, les arguments à invoquer. Les partis disposent de statistiques quasi inaccessibles. J'ai su approximativement que les congressistes sont majoritairement urbains, avec un haut niveau d'études dans les cas de l'USFP, du PJD, d'Annahj addimocrati, et que les ruraux prédominent dans l'Istiqlal, le MP, le PAM.

n'est pas connu avec précision. Malgré tout, dans certains cas, le terrain s'ouvre avec une facilité déconcertante. Inversement, dans d'autres circonstances, pour capter l'attention, je me résous à composer et à recomposer des numéros de téléphone comme un automate.

Des terrains si accessibles

La crise que traverse l'Union socialiste des forces populaires (USFP) à la veille de son 8^e congrès (13-15 juin 2008) ne le prédispose guère à créer le précédent en accueillant une enquête inédite sur les parcours militants. Or, l'appartenance à « un réseau de confiance », autant que la séquence difficile du parti jouent un rôle décisif.

Après avoir constitué le symbole de l'opposition au sein du Parlement durant plusieurs décennies, l'USFP prend la tête du « gouvernement d'alternance » en 1998 et connaît une nouvelle vague de scissions. Principal perdant des législatives de 2007, le parti passe du 1^{er} au 5^e rang, mais reste néanmoins au gouvernement. De plus, le secrétaire général est accusé de s'être davantage préoccupé de négocier son propre portefeuille de ministre d'État que de l'intérêt du parti¹⁶, ce qui le contraint à abandonner toutes ses responsabilités au sein du bureau politique. La presse guette les faits et gestes des dirigeants, les ténors en concurrence publient des communiqués, accordent des entretiens, débattent par site internet interposé.

Paradoxalement, une telle conjoncture constitue une opportunité pour mon projet. Tout d'abord, elle a pour conséquence de retirer toute responsabilité organisationnelle au bureau politique (réunissant plusieurs candidats au secrétariat général), et de transférer le soin d'organiser le congrès à une commission préparatoire. Connu pour entretenir une certaine culture du secret, l'ancien secrétaire général n'aurait pas nécessairement bien accueilli ma requête. En revanche, le soutien infaillible du président de la commission préparatoire est déterminant. Cet ancien journaliste en exil, en retrait de la course aux positions éligibles, considère qu'une étude de cette ampleur est susceptible d'aider le parti « à se regarder dans le miroir ». Autre détail fondamental : il tient en haute estime le militant des droits humains, auquel je suis apparentée. En plein orage, il m'appelle ou me répond pour me tenir informée des incertitudes qui planent sur la date même de la tenue du congrès.

Les personnes contactées me laissent entendre que les membres de la direction « les plus compétents »¹⁷ ne peuvent que soutenir la recherche,

16. BENNANI-CHRAÏBI M., « “Hommes d'affaires” versus “profs de fac”. La notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, n°2, 2008.

17. La lutte pour la définition de l'excellence politique se décline de plus en plus en termes de « compétences » technocratiques.

mais qu'il importe de juguler le pouvoir de nuisance des autres. Craignant que, parmi les principaux leaders en concurrence, certains appellent au boycott de l'enquête, je cherche, d'une part, à éviter d'apparaître comme la protégée de l'un ou de l'autre et, d'autre part, à presque tous leur présenter mon projet, lors de la cérémonie d'ouverture du congrès. Enfin, ne voulant pas que l'enquête soit associée à la commission préparatoire du congrès, je ne demande pas à son président d'insérer les questionnaires dans les valisettes des congressistes. Ce choix s'avère approprié puisque durant le congrès, la commission fait l'objet de critiques acerbes.

Pendant l'ouverture du congrès de l'USFP, autour de petits fours et de jus de fruits, je saisis l'opportunité de présenter mon projet à des représentants des organisations invitées, et surtout au secrétaire général du Parti justice et développement (PJD) que j'ai rencontré à d'autres occasions. Les membres influents du parti islamiste sont familiers avec la recherche scientifique, soit parce qu'ils sont eux-mêmes des universitaires, soit parce qu'ils ont déjà eu l'occasion de se prêter à l'exercice au cours d'autres enquêtes. J'ai d'ailleurs régulièrement interviewé certains d'entre eux, auxquels j'ai toujours envoyé mes travaux. Adeptes de la politique de la « transparence », ils accueillent les chercheurs à bras ouverts. De plus, l'USFP a déjà créé le précédent. Sans surprise, le bureau politique du PJD donne une réponse positive et rapide à ma requête ; il accepte même d'insérer le questionnaire dans les valisettes des congressistes (ce qui me vaut le taux de retour exceptionnel de 54 %). Toutefois, pendant le congrès, un membre de la direction, absent lors de la prise de décision, m'exprime son mécontentement. Invoquant ses études à l'étranger et son professionnalisme, il réproche que j'aie accès à des informations précises sur « la crème du parti », que bien des « services » rêveraient d'obtenir, sans signer aucun engagement. Mes interlocuteurs minimisent l'incident : « chez nous, c'est la démocratie, le bureau était unanime », « chez nous, il n'y a pas de prophète ».

En ce qui concerne Annahj addimocrati, je m'y suis prise le jour même, sur une impulsion (j'avais d'abord renoncé à couvrir son congrès, parce qu'il chevauchait celui du PJD). Le fait d'avoir suivi pendant plusieurs années l'un de ses militants me permet néanmoins de prendre le train en marche, et me donne un accès très rapide aux informations nécessaires. Toutefois, le facteur décisif est le contact *in situ* avec le secrétaire général du parti. En trois minutes, l'argument scientifique, le fait que j'appartienne à une université européenne, et le « précédent » contribuent à convaincre ce centralien.

Enfin, en 2010, quatre jours après réception de ma requête, le secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS) m'envoie un email positif... en me priant d'excuser son retard. À l'instar du PJD, le bureau politique accepte l'insertion du questionnaire dans les valisettes des congressistes.

Quelle que soit la situation interne du parti, l'accès au(x) décideur (s), la familiarité des dirigeants avec l'univers académique, le fait que je puisse être identifiée socialement et/ou en tant que chercheuse « sérieuse », le précédent semble accélérer l'ouverture d'un nouveau terrain.

Des accès au terrain plus laborieux

L'accès au terrain s'est révélé plus laborieux dans les cas de l'Istiqlal et du Mouvement populaire (4^e et 7^e parti sollicités). Je réalise que ni les précédents ni l'argument scientifique ne constituent des sésames absolus, que tous les intermédiaires n'ont pas le même poids, et que les tensions internes sont loin de favoriser systématiquement l'accueil d'une équipe de recherche.

À la veille de son congrès, le vieux parti nationaliste enregistre des secousses. Le secrétaire général, par ailleurs Premier ministre, a déjà effectué deux mandats. Conformément aux statuts du parti, il ne peut pas se présenter une troisième fois. Alors que des Istiqlaliens appellent à la « démocratie interne » ; d'autres soutiennent la « prolongation » du mandat : il serait délicat de retirer la responsabilité du parti à celui qui bénéficie de la confiance du roi. Prévu en novembre 2008, le congrès est reporté à début janvier 2009.

Six mois plus tôt, je rencontre le président de la commission préparatoire et adresse une lettre officielle au secrétaire général. À l'approche de l'événement, je n'ai toujours pas de réponse. Grâce à un cadre de l'Istiqlal, membre de ma famille élargie, j'apprends que les organisateurs du congrès ont « honte de m'affronter » : une telle requête est trop nouvelle pour eux, et chacun a peur d'endosser la responsabilité de me répondre positivement ou négativement. Dès lors, ils m'évitent ou me renvoient l'un vers l'autre. Pour contourner une telle situation, je recours par l'intermédiaire d'un ami journaliste et écrivain à l'une des figures montantes du parti : le jeune ministre chargé des Affaires économiques et sociales, gendre et bras droit du secrétaire général – Premier ministre. Ce docteur en sciences économiques a déjà aidé d'autres chercheurs ; il est au fait de ce qui se publie en science politique sur le Maroc. Bien plus, il semble séduit par l'opportunité de constituer une base de données détaillées sur les adhérents des partis politiques. Son rôle se révèle décisif dans le déblocage de la situation. Au sein même de l'Istiqlal, il est représentatif des « jeunes ministres » se légitimant par leurs compétences technocratiques, par opposition aux détenteurs de la légitimité historique et organisationnelle. Pourtant, la bataille entre jeune et vieille garde n'est pas gagnée. Pendant que j'attends au QG du parti le président de la commission préparatoire ou le responsable administratif, l'on continue à me renvoyer d'une personne vers l'autre, à me demander de revenir le lendemain, ce jusqu'à la veille du congrès. Et lorsque j'invoque le ministre, le

responsable administratif me défie de l'appeler directement pour qu'il me donne lui-même ce que je demande. En gagnant fortuitement un cadre à ma cause, je finis par « arracher » les badges pour les neuf enquêteurs qui m'accompagnent et pour moi-même le jour même du congrès.

Avec le Mouvement populaire (MP), dernier parti enquêté, j'expérimente un retournement de situation positif. Dès l'annonce du congrès en mars 2010, j'adresse des courriers au secrétaire général (également ministre d'État) et au président de la commission préparatoire du congrès, qui restent sans réponse. Au sein du Parlement, où j'enquête en parallèle, je fais la connaissance du directeur de cabinet du ministre et d'élus influents. Un député s'intéresse à mon projet. Pour cet ancien ministre, les sondages et autres enquêtes de même type participent de la « modernité politique ». Pragmatique, il m'indique les personnes clés à contacter, et me promet d'intercéder auprès du secrétaire général. Entre temps, le directeur du cabinet du ministre d'État m'annonce l'accord de principe du secrétaire général, mais après quinze minutes d'échange téléphonique je réalise l'étendue du quiproquo : l'enquête n'est autorisée qu'auprès des parlementaires du MP (accès que j'ai déjà par ailleurs). Après vérification, il me confirme qu'il n'est pas possible de diffuser des questionnaires pendant le congrès.

Dans ce processus de négociation, la situation interne du parti n'a rien d'un adjuvant. Après avoir connu six scissions en un demi-siècle, le MP amorce une fusion en 2006 entre trois des partis issus de sa matrice. À la veille du congrès, la structuration du parti est inachevée, les tensions se traduisent par la démission de membres du bureau politique¹⁸. À l'écoute de mes interlocuteurs, j'ai le sentiment qu'ils marchent sur des œufs. Outre la crainte que mon enquête ne soit saisie comme « prétexte » par de potentiels « perturbateurs », les congressistes sont associés à une foule incontrôlable. L'incertitude qui pèse sur le congrès se confond avec le caractère non routinier de l'enquête.

À moins de deux semaines de l'événement, j'ai déjà fait le deuil d'une enquête pendant le congrès du MP. Or, à l'occasion de l'ouverture du congrès du PPS, j'intercepte le secrétaire général du MP, lui expose en face à face ma requête, et obtiens son accord. Il y aurait un malentendu : il pensait qu'il devait me garantir un retour de la part des 2 500 délégués. À partir de là, un expert international, ancien professeur universitaire, considéré comme l'éminence grise du parti, devient mon principal interlocuteur, y compris lorsqu'un membre de la commission préparatoire tente de restreindre le déroulement de l'enquête aux trois heures qui précèdent l'ouverture du congrès.

18. Au final, le congrès est interrompu 24 h plus tôt, suite à la contestation des listes présentées pour l'élection du conseil national.

Comment interpréter l'ouverture si aisée des terrains PJD et PPS ¹⁹, par contraste avec les lenteurs et le suspens qui ont ponctué les négociations avec l'Istiqlal et le MP ? D'une part, des partis de « profs de fac », plutôt citadins ; des directions particulièrement disponibles, relativement homogènes et collégiales dans la gestion de ma requête ; ma propre familiarité avec ces cercles. D'autre part, des organisations transclassistes, à forte proportion de ruraux, traversées par des tensions, mais encore à l'abri des assauts des chercheurs ; des secrétaires généraux occupant simultanément une fonction de ministre, détenant le dernier mot tout en étant difficiles d'accès. Dans ces derniers cas, fondamentale est l'intervention de passeurs, dotés d'une double proximité : le milieu de la recherche et de l'expertise, l'oreille du vrai détenteur du pouvoir décisionnel.

Mais rien de ce qui a contribué à l'ouverture des terrains les plus difficiles n'est parvenu à forcer les portes du PAM. Bien plus, c'est un universitaire qui transforme l'accord du secrétaire général en refus.

Quand les portes se ferment hermétiquement : analyse d'un refus d'enquête

Dix jours avant la tenue du congrès du Parti authenticité et modernité (PAM), du 20 au 22 février 2009, je pense disposer des clés d'accès à son congrès constitutif. Je n'envisage alors pas que ce nouveau parti puisse se permettre de refuser une enquête acceptée par ses rivaux : d'une part, il se réclame de la « modernité », de la « rationalisation de la vie politique », et proclame son intention de « faire la politique autrement » ; d'autre part, il est stigmatisé par les autres acteurs comme étant un nouveau « parti administratif », du fait de sa fondation par un « ami du roi » et par la présence d'acteurs issus d'anciens « partis administratifs ».

Mais, dans les faits, les membres du bureau politique avec lesquels je suis en contact n'ont pas le dernier mot. Et ce n'est qu'à l'approche de la date fatidique que je m'aperçois que le pouvoir du président de la commission préparatoire (dont personne ne m'a parlé jusque-là) va au-delà de ses prérogatives officielles. L'échec des pourparlers est lié tant à la gestation douloureuse et contestée du parti, qu'à la conception que se fait un notable universitaire de la recherche scientifique.

Chronique d'une négociation inaboutie

Le Parti authenticité et modernité est créé en août 2008, à l'initiative de membres du Mouvement pour tous les démocrates (MTD), lancé sept mois

19. Je laisse de côté l'USFP et Annahj addimocrati, en raison des circonstances particulières qui m'ont permis d'accéder à leurs congrès.

plus tôt. S'érigeant en porte-drapeau d'un projet « moderniste », l'association aspire à rassembler les forces vives du royaume : d'anciens prisonniers politiques de l'extrême-gauche, des personnalités du monde associatif, du milieu des affaires, et surtout un « ami du roi », ancien secrétaire d'État à l'Intérieur. Élu en 2007, celui-ci crée un groupe parlementaire qui incorpore des petits partis et cannibalise des groupes plus imposants. Mais, au cours des premiers mois de la naissance du parti, les défections se multiplient. La date du congrès, prévu en novembre 2008, n'est annoncée que deux semaines avant la tenue effective de celui-ci (20-22 février 2009).

Dès le mois d'août 2008, je prends contact avec deux membres fondateurs, issus de l'extrême-gauche, que je connais dans le cadre de ma socialisation familiale, et j'adresse une lettre officielle au secrétaire général. Le contact se maintient pendant plusieurs mois, avec une interrogation permanente sur la date du congrès. Lors des assises de l'Istiqlal, je rencontre le secrétaire général qui m'assure de son accord de principe. Fin janvier, il m'informe de la date fixée avant la diffusion de l'annonce dans les médias. J'en profite pour lui demander s'il est disposé à insérer le questionnaire dans les valisettes des congressistes, à l'exemple du PJD. Il me promet de soumettre ma requête au bureau. Par ailleurs, il m'oriente vers une fondatrice du parti pour recueillir davantage d'informations sur les dimensions organisationnelles et sur les profils des congressistes. Issue du mouvement des droits humains, habituée aux entretiens académiques, celle-ci exprime son intérêt pour ma recherche : « cela nous aidera à mieux nous connaître, car nous ne nous connaissons pas, ça pourra nous accompagner dans la construction de notre union ».

À partir de là, se produisent de longs moments de silence : invocation du « tourbillon » du congrès, d'indisponibilité pour toutes sortes de raisons, puis absence de réponse au téléphone, aux emails, aux SMS. Mes interlocuteurs habituels ne veulent pas « perdre la face » avec moi, sans doute en raison de mon inscription dans une chaîne d'interconnaissance, de la dimension universitaire et internationale du projet, du « précédent ». À quatre jours du congrès, je reçois un SMS de la militante vers laquelle le secrétaire général m'a dirigée. Laconiquement, elle m'informe : « Le bureau du PAM n'a pas donné son accord pour le questionnaire ». Lorsque je cherche à en savoir plus, je reçois un nouvel SMS : « Le bureau n'a pas donné son accord pour toute l'opération ».

Quelques minutes après l'envoi d'un SMS au secrétaire général, je reçois un coup de fil de ce dernier. Il prend soin de me rappeler la difficulté d'organiser un congrès constitutif, récapitule les principales étapes de nos échanges. Il me décrit la manière dont il a transmis ma requête aux membres du bureau. Lors de cette interaction, je me rends compte qu'il y a un quiproquo. Le secrétaire général m'apprend que le bureau n'a pas donné son accord pour l'insertion du questionnaire dans le dossier des congressistes, mais qu'il ne s'est absolument pas prononcé contre le déroulement l'enquête.

À la suite de différents contacts, je réussis à obtenir le numéro de téléphone du président de la commission préparatoire du congrès, colistier et oncle maternel de l'« ami du roi », ancien directeur d'un centre de recherche agronomique. Lorsque je finis par l'avoir au bout du fil, il se montre d'abord courtois, me félicite pour mon initiative, puis m'explique qu'il est tout à fait disposé à collaborer personnellement, mais après le congrès : « pour des raisons éthiques, on ne peut pas faire des congressistes un objet d'étude à leur insu, sans qu'ils en aient été avisés au préalable ». J'essaie d'argumenter que les congressistes peuvent choisir de ne pas participer à l'enquête : en témoignent les taux de retour dans les congrès des autres partis (entre 20 et 54 %). Plus cassant, il affirme que la décision du bureau est prise : pas d'enquête pendant le congrès. Après l'épuisement de mes arguments – l'évocation de la version du secrétaire général, du précédent, de la nécessité d'enquêter dans les mêmes conditions pour faire une étude comparative, des investissements effectués, etc. –, je sollicite un badge uniquement pour moi, de manière à ce que je puisse au moins observer l'événement. Quelle n'est pas ma surprise de l'entendre me répondre que je ne rentre pas dans les catégories de personnes pouvant bénéficier d'un badge, que je ne suis ni congressiste, ni invitée d'honneur, ni journaliste.

Dès lors, j'envoie différents emails et SMS aux membres du bureau dont j'ai les coordonnées : j'ai deux versions différentes de ce que le bureau politique du PAM a décidé au sujet de mon enquête, je veux savoir laquelle est la bonne, il est vraiment dommage d'exclure le PAM de mon champ d'investigation, je ne suis pas en quête d'un scoop, je ne souhaite pas non plus attiser les polémiques suscitées par la naissance de ce parti, je désire simplement faire une recherche sur les profils sociologiques de ceux qui adhèrent aux partis politiques au Maroc, et par ailleurs m'interroger sur ce qui polarise la scène partisane marocaine. Parallèlement, je sollicite des intercessions, qui n'aboutissent pas. À partir de là, il apparaît clairement que les recrues mises au-devant de la scène par le PAM à ses débuts sont loin d'avoir le dernier mot, et ce quel que soit leur statut officiel. Au final, j'accède au complexe où se tient le congrès grâce à un badge de journaliste, obtenu par l'intermédiaire du même ami journaliste et écrivain qui a sauvé l'enquête Istiqlal, tout en étant escortée par un autre ami correspondant d'un hebdomadaire international. L'observation et les entretiens que je réalise me permettent de mieux comprendre les motifs du refus.

***Pourquoi fermer la porte à une chercheuse,
tout en l'ouvrant aux journalistes ?***

Tout au long de la négociation, j'ai essayé de me distancier de la presse, croyant à tort que c'est le fait d'identifier les chercheurs aux journalistes qui suscite la méfiance de mes interlocuteurs. Le PAM a fait l'objet de polémi-

ques qui auraient coûté son poste à l'ancien directeur de la très officielle agence de presse, Maghreb Arabe Presse (MAP). Dans les faits, c'est la connaissance intime du métier de chercheur qui m'aurait barré la route.

À de chevronnés observateurs de la scène politique marocaine, j'ai posé la question suivante : « Pourquoi l'ancien directeur d'un centre de recherche me refuse-t-il le badge qu'il accorde à une centaine de journalistes, dont certains nourrissent pourtant la polémique autour du PAM ? ». D'après certains, les journaux finissent dans la poubelle, tandis qu'un livre académique est destiné à la pérennité. Une autre réponse puise dans les ressources métaphoriques d'une anecdote : « Cherchant à vendre une jarre de pur miel, Juha ne laisse pas les acheteurs potentiels plonger leur cuiller trop profondément dans la jarre pour goûter le miel : au-dessous de la première couche, il n'y a que de la crotte ». Commentaire : « les journalistes présents se préoccupent surtout des personnalités en tête d'affiche, des discours, des communiqués, des invités, de l'ambiance générale, des résultats des élections des instances dirigeantes ; toi, avec ton questionnaire, tu es une fouille-m... ».

En menant plusieurs entretiens individuels et collectifs au cours du congrès, je commence à discerner ce que le président du comité préparatoire du congrès veut taire. Le PAM annonce avoir réussi à recruter la crème du mouvement associatif marocain et des personnes qui ont jusqu'ici refusé d'adhérer à tout autre parti politique. Son pari de réconcilier les abstentionnistes (63 % lors des dernières législatives) avec la scène partisane serait déjà tenu, puisque le congrès rassemble 5 000 délégués en provenance de toutes les régions du Maroc, des villes comme des campagnes. Je m'attends bien à rencontrer des profils de notables et de « nomades », que je croise si souvent lors de mes enquêtes pendant les campagnes électorales. Je l'escompte d'autant plus que la plupart des partis qui ont fusionné au sein du PAM n'ont pas de « tradition militante ». Mais je pense alors que ces personnes vont se présenter au congrès, au moins en tant qu'adhérents du PAM ou du MTD. Or, mon enquête aléatoire sur les parcours des acteurs présents pendant le congrès me révèle entre autres que des congressistes en nombre incontrôlable²⁰ ne se considèrent ni du PAM, ni du MTD : ils sont là pour « voir », pour être en contact avec « l'ami du roi », pour « faire du tourisme », pour le « pique-nique », ou encore pour accompagner des membres de la famille. Alors que je pensais que le président de la commission préparatoire ne voulait pas que j'établisse que le PAM est un nouveau parti de notables, je réalise que cela va plus loin. Le mot clé est contenu dans l'un des arguments qu'il m'a présentés : le problème ne réside pas tant dans le fait de constituer les congressistes en objet de recherche « à leur insu », mais de les laisser collectivement contribuer à

20. À la veille des congrès nationaux des partis politiques, des cadres régionaux offrent souvent la carte d'adhérents à des proches, pour renforcer la représentation de leur région, et pour assurer des votes favorables à leur(s) candidat(s) dans les instances élues du parti. Dans le cas du PAM, ces profils semblent avoir été majoritaires.

l'élaboration de l'image du parti naissant « à l'insu » de ses leaders. Les 5 000 personnes présentes ont avant tout un rôle de figuration : faire foule, démontrer la capacité de mobilisation du PAM. Quant aux profils sociologiques et aux parcours des adhérents du PAM, seule une partie de la direction est autorisée à les proclamer... un peu comme une prophétie qui se veut auto-réalisatrice.

Lancer pour la première fois au Maroc une enquête par questionnaire et à grande échelle, sur les membres de partis politiques en plein congrès national, montre à quel point négocier l'accès au terrain c'est déjà enquêter. Le retour réflexif sur ces transactions se révèle riche en enseignements tant sur les conditions de production des données que sur les partis politiques au Maroc.

Tout d'abord, il apparaît clairement qu'on ne peut pas recourir à n'importe quelle technique d'enquête, avec n'importe quel acteur, n'importe où, et n'importe quand. L'image même du chercheur varie diachroniquement et synchroniquement à la jonction d'autres figures : l'agent de renseignement, le porte-parole, le journaliste, l'expert, le sondeur. Peu à peu, des normes se diffusent ; dans le cas étudié, l'enquête par questionnaire est associée à la « transparence » et à la « modernité politique ».

Par ailleurs, encadrer les méthodes dites « quantitatives » dans une démarche ethnographique permet de capturer « le bruit » et les « informations anecdotiques » que les « analyses politiques conventionnelles » tendent à ignorer, de se saisir des « liens cachés et clandestins entre les différents acteurs politiques »²¹. L'observation des interactions en amont de l'enquête éclaire effectivement le fonctionnement des partis politiques marocains : l'importance des réseaux d'interconnaissance et des contacts de face à face ; le degré d'homogénéité de la direction d'un parti ; les modalités plus ou moins opaques de prise de décision ; le poids souvent décisif de « l'homme fort » – qu'il soit au-devant de la scène ou dans les coulisses.

L'accueil réservé à l'enquête par l'USFP a créé un précédent et exercé un effet d'entraînement plus ou moins laborieux selon le profil du parti sollicité. À partir de là, la fermeture *in extremis* du terrain du PAM trahit les affres de sa naissance douloureuse, les clivages et les tensions à son sommet, ses hiérarchies officielles et officieuses, et bien plus les doutes d'une partie de sa direction à l'égard de ses congressistes, la crainte que l'enquête ne contribue à dresser le portrait d'un parti sans partisans.

21. AUYERO J., JOSEPH L., « Introduction : Politics Under the Ethnographic Microscope », in JOSEPH L., MAHLER M., AUYERO J., *New Perspectives in Political Ethnography*, New York, Springer, 2007, p. 3 et 5.